

## De la rue des Anglais aux Métallurgistes-Unis

Émile Boudreau

Volume 6, Number 2 (31-32), March–April 1964

Le Québec et la lutte des langues

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/59905ac>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Boudreau, É. (1964). De la rue des Anglais aux Métallurgistes-Unis. *Liberté*, 6(2), 124–138.

## De la rue des Anglais aux Métallurgistes-Unis

Je suis né en territoire acadien, sur le côté nord du Nouveau-Brunswick, dans un village nommé Petit Rocher, à une dizaine de milles de la ville de Bathurst. A cette époque (il y a près de 50 ans), toute cette partie nord ainsi que la partie est du Nouveau-Brunswick présentaient un phénomène particulier du point de vue de la langue: dans les villes (Campbleton, Bathurst, Moncton, etc), on ne parlait quasiment que l'anglais. Dès qu'on sortait de la ville, c'est à peine si les gens savaient baragouiner quelques mots d'anglais. J'avais 5 ans lorsque mon père vint s'installer à La Tuque avec la famille. Je suis retourné au Nouveau-Brunswick à l'âge de 18 ans. J'y suis retourné de nouveau en 1955. Le phénomène dont je viens de parler s'est atténué (pour le mieux ou pour le pire), mais pas autant qu'on pourrait le penser. Le caractère de pays sous-développé propre au Nouveau-Brunswick y est probablement pour quelque chose, mais on y parle encore le français à la campagne et l'anglais en ville.

Evidemment, je n'ai pas de souvenirs de la situation telle qu'elle existait en Acadie lorsque j'ai quitté ce pays à l'âge de 5 ans, mais je la connais quand même très bien par ce qu'en racontaient mes parents. Ma mère, d'ailleurs n'était pas peu fière de la connaissance fragmentaire qu'elle avait pu acquérir de la langue du conquérant, à la faveur de ses stages comme "servante" dans des familles anglophones à Bathurst, et de ses voyages dans le Maine pour y faire la cueillette du "hops" (houblon). Quant à mon père, c'était un illettré, (qui lisait

comme pas un, dans la nature et dans les astres, la température qu'il ferait demain ainsi que la froideur et l'épaisseur de neige de l'hiver qui s'en venait). Quand il rencontrait un Anglais, il condescendait à lui lancer un "good day sir" et, si la conversation se prolongeait, il lui criait à tue-tête dans les oreilles (comme s'il les avait tous considérés comme étant un peu sourds) un baragouinage acadien entremêlé de quelques mots d'anglais déformé. Vaincus, les Anglais faisaient mine de comprendre et ne demandaient pas leur reste. Sans qu'il s'en soit douté le moins du monde, mon père a été toute sa vie pour moi un symbole vivant de la résistance à l'assimilation. Jusqu'à sa mort à l'âge de 83 ans, seul dans la famille et seul parmi beaucoup d'autres acadiens, il a résisté à l'envahissement du "joual" québécois, lui préférant son propre "joual" à lui, le joual acadien, avec ses "moâ" ses "toâ" et tous ses mots savoureux évoquant la vieille France.

La Tuque .... Une ville d'environ 7,000 habitants dont 95% au moins étaient de langue français. La "Belle Vallée" de "Pieds nus dans l'aube" de Félix Leclerc. Nous demeurions d'ailleurs à quatre ou cinq maisons des Leclerc, rue Tessier. J'ai souvent joué avec Félix dans sa cour, dans un terrain vacant en face de chez-nous, et dans le "bas de la côte", un petit bois appartenant à la Brown Corporation situé à deux pas de chez-nous et auquel on accédait en descendant une côte abrupte en arrière du "château".

Car il faut vous dire que la ville de La Tuque, à cette époque, n'occupait que le plateau surplombant le "bas de la côte", lequel était situé presque au niveau du Saint-Maurice dont il devait avoir formé le lit longtemps avant la découverte du pays par les blancs. En bordure du plateau supérieur il y avait la rue des Anglais: la rue Saint-Maurice, sur laquelle s'alignaient, toutes du même côté, du côté de la côte, la résidence des garde-malades, le "château" (ancien hôtel appartenant à la *Brown*), le "high school", la "mitaine" (déformation

du mot "meeting", minuscule église protestante), et les résidences des Anglais occupant des fonctions plus ou moins importantes à la "shop" (moulin de papier de la Brown). A la hauteur de la rue Saint-Joseph, la rue des Anglais qui, je crois, s'appelait encore rue Saint-Maurice, traçait un quart de cercle vers la gauche pour longer l'immense parterre du *Club* des Brown, parterre qu'il nous était strictement défendu de fouler du pied sauf une fois par année y déraciner des pissenlits à \$0.50 par jour. A gauche, toujours en bordure de la côte, encore des résidences d'Anglais avec de beaux parterres fleuris. Près du *Club*, le "court" de tennis toujours très bien entretenu, où nous regardions évoluer les Anglais et quelques Canadiens français "évolués", le nez collé sur la clôture, renvoyant occasionnellement une balle par-dessus celle-ci, ce qui nous valait un "thank you" dédaigneux même quand il venait des "évolués" Canadiens français. L'hiver, il y avait la patinoire en arrière du *Club*, laquelle fut plus tard remplacée par "*Arena*" au même endroit. Une fois par semaine, le samedi, à 9 heures du matin, les jeunes indigènes étaient admis à la piscine intérieure du *Club*, histoire de nous dégraisser un peu. Pour \$0.05, on nous fournissait un petit savon et une serviette. A 11 heures, il fallait décamper.

Une fois le *Club* dépassé, la rue des Anglais tournait vers la gauche, longeait encore un certain nombre de résidences, et se terminait à une maison féérique et mystérieuse, faite d'énormes troncs d'arbres, à demi-cachée par des arbres et des massifs de fleurs, entourée de parterres entretenus de façon impeccable: la maison (on disait "le campe") des Brown!

Je passais souvent près du "camps" des Brown avec mon père ou avec des gamins de mon âge, puisque c'était le chemin qu'il fallait emprunter pour se rendre aux chutes et au pont suspendu qui les surplombait et qu'il fallait traverser pour aller à la pêche dans les lacs situés de l'autre côté de la rivière Saint-Maurice... Je regardais cette maison des Brown avec une

admiration respectueuse, presque religieuse. Je m'imaginai l'intérieur ... Je suis sûr maintenant que cet intérieur ne pouvait être aussi beau que l'image que je m'en faisais dans mon imagination. Jamais je n'ai été tenté de franchir la barrière qui séparait la maison du chemin. Dans mon esprit, un tel geste aurait constitué un sacrilège d'une gravité égale à la profanation du tabernacle dans l'église. J'admirais de loin, en passant, sans même m'arrêter.

Le bas de la côte, par contre, c'était notre royaume. Le fait que les Anglais le surplombaient, ne leur donnait pas droit de cité dans ce royaume. C'est là que nous nous livrions à nos prouesses avec nos lasso et nos "bombragnes" (le "sling-shot" de Gracien Gélinas). Le cri de guerre "Les Anglais!" retentissait dès que les intrus s'y aventuraient, et d'un peu partout, arme au poing, accouraient les dignes descendants des patriotes de '37. Ah! Nous les avons bien vengés! Devant notre artillerie (de laquelle certains d'entre eux ont dû garder des souvenirs cuisants), les Anglais retraits en vitesse et nous redevenions maîtres incontestés du terrain. C'était notre compensation! Celà, et les carreaux de la "mitaine" que nous nous permettions parfois de faire voler en éclats. Il faut dire cependant qu'il ne s'agissait pas là d'une guerre motivée exclusivement par des sentiments religieux ... Des carreaux de 8" x 8", quand on a un "bombragne" dans les mains et les poches remplies de belles roches rondes ... c'était presque de la provocation. Et puis, après tout, c'était une église protestante!

En face de chez-nous, entre la rue Tessier et la rue Saint-Maurice, passait la voie de chemin de fer qui se rendait au *moulin* des Brown. Juste en face de la maison que nous habitons, et aussi presque en face du "château" de l'autre côté, se trouvaient, en bordure du chemin de fer, les hangars dans lesquels on rangeait les "motor cars" qui servaient au transport des "sports" du club des Brown au lac Wayagamac situé à 9 milles de La Tuque. Le premier chemin de fer construit

par le C.N. pour venir à La Tuque longeait ce lac. Lorsqu'il fut désaffecté à la suite de la construction d'un nouveau tronçon, la Brown en garda l'usage (je ne sais trop à quelles conditions) au moins jusqu'au lac Wayagamac où elle avait (elle-même ou ses dirigeants) plusieurs clubs de pêche. Le lac Wayagamac ... Un autre objet de mes rêves. Je ne l'ai jamais vu, sauf sur des cartes. Un paradis de pêche! Mais là, ce n'était pas le fruit de mon imagination, les Anglais, avec des quantités scandaleuses de belles truites rouges, longues comme ça, alors que moi, il fallait que je marche, sac au dos, des distances de 8, 10, 12 et 15 milles pour prendre des quantités raisonnables de truites de 8 à 12 pouces! J'en rageais. Une fois j'eus ma revanche, quand j'allai leur "vider" un étang sur les terrains du club en passant par les montagnes du lac à Martel et du lac Caribou. Mais au prix de quels efforts grand dieux!

Les préparatifs de départ des "sports" pour le lac Wayagamac attiraient toujours un nombre impressionnant de gamins. Occasionnellement, nous avions la "chance" de donner un coup de main pour assujettir des pièces d'équipement, et nous en récoltions parfois une pièce de \$0.05 ou de \$0.10. Je me souviens qu'une fois, alors que nous nous rendions à l'école le midi, un groupe de ces "sports" avaient stoppé leur véhicule à la hauteur de la rue Commerciale, que traversait le chemin de fer, et les femmes s'étaient amusées à nous jeter des poignées de menue monnaie. Le spectacle des jeunes indigènes qui s'entassaient les uns par-dessus les autres, ramassant au hasard des poignées de poussière qu'ils exploraient ensuite dans l'espoir d'y trouver une pièce de monnaie, avait tellement amusé ces Américains que l'un d'entre eux s'était empressé de se rendre à un magasin du voisinage pour faire la monnaie de quelques billets afin de faire durer le jeu plus longtemps. De notre côté, nous restions avec les quelques pièces d'argent, les doigts écrasés, le nez tuméfié, les habits déchirés et les frustrations de ceux qui n'avaient rien recueilli. Pour quelques pi-

tres, les Américains avaient en leur "fun". Déjà, bien que je n'eusse qu'une douzaine d'années, je me sentais mal à l'aise. Quelques années après en pensant à cet épisode, j'avais honte. La rage n'est venue que plus tard.

Mais même à "Belle Vallée", on ne peut pas rester indéfiniment des gamins. On vieillit, là comme ailleurs. Et à 17 ans, dans ce temps-là, après qu'on avait terminé sa 8ième année, on était, comme dirait Vigneault, "pris pour perdre son temps". Ah! Il y aurait bien eu le "high school", ce qui nous aurait donné une chance de nous placer à la "shop", mais ça, c'était défendu par le Curé. C'était une école protestante! Alors, il nous restait à essayer (tout de même) d'avoir une place à la "shop", ou bien à prendre le métier de bûcheron. Mon père, après avoir travaillé pendant 14 ans pour la Brown avait fait la "folie" de les quitter et d'aller tenter sa chance (sans succès) en Ontario, parce que la Brown ne lui donnait plus qu'un ou deux jours d'ouvrage par semaine. Maintenant (en 1933), le travail avait repris quelque peu, et comme on ne voulait pas reprendre mon père parce qu'il était trop vieux (il dépassait 50 ans), j'avais caressé l'espoir que je pourrais peut-être le remplacer. Celui qui s'occupait d'engager les hommes, c'était un nommé Jeff Hayes. Il parlait bien un peu le français, mais je me disais que si je parvenais à lui présenter ma requête en anglais, j'aurais beaucoup plus de chance. Alors je fis appel à toutes les connaissances de l'anglais que j'avais acquises à l'école, je me préparai un petit discours, je m'armai de courage, et je parvins à obtenir une entrevue avec Jeff Hayes, auquel je débitai mon petit discours sans même m'arrêter pour reprendre souffle, n'oubliant pas de lui mentionner le fait que mon père avait travaillé pour la Compagnie pendant 14 ans. D'un air ironique, Jeff Hayes me demanda: "Did we pay him?". Tout s'effondrait. Je n'avais pas prévu ça. Je n'avais pas de réponse prête. Je ne pus que répondre, d'un air désespéré: "Yes ... I think". Alors je crus comprendre qu'il me disait que si la Compagnie avait payé

mon père, alors elle ne lui devait plus "one damn cent". Et le tout se termina quand il me dit, sur un ton qui ne souffrait pas de réplique: "Get out". Mes espoirs de me placer à la "shop" venaient de s'évanouir. J'optai pour le métier de bûcheron. Un hiver à Sanmaur, puis la "gap" (le tri des billets) le printemps, puis un billet d'excursion pour l'Abitibi à l'époque de la grande croisade du "retour à la terre", puis, en 1936, toute la famille se retrouvait en pays de colonisation, au nord de La Sarre, pour "prendre possession de notre sol".

Le hasard voulut que le lot de colonisation, que je choisis, se trouvât à quelques milles seulement d'une mine inactive: la mine Abana. Avec les rumeurs de guerre, elle fut remise en production et devint la mine Normetal. Je m'y rendis une fois pour tenter d'obtenir du travail. Plus de 75 hommes attendaient à la barrière qu'un appel téléphonique de l'"office" vienne annoncer au gardien si, oui ou non, on engagerait des hommes ce matin-là. Le téléphone sonna: on embauchait "les deux plus grands" du groupe. Avec mes 5'7", il me fallait bien me rendre à l'évidence: je n'obtiendrais jamais de travail à la mine. Je retournai à mon lit de colonisation. L'hiver, je devenais bûcheron, soit sur mon lot, soit dans les chantiers de l'Ontario.

Je jouissais d'une exemption de l'armée comme "fils de cultivateur". En 1942 je me mariaï. L'hiver 1943-44 fut très dur. Au mois de mars, j'étais rendu au dernier sou, avec deux chevaux à nourrir. Mon épouse attendait un deuxième enfant. Je décidai de tenter de nouveau ma chance à la mine. Les hommes étant devenus très rares à cause de la guerre, on ne regardait plus tellement la grandeur. Je fus engagé pour travailler sous terre. Mon "shift boss" était Dave McKenzie. Il ne parlait pas un traître mot de français. Je fus plongé dans un monde de "manway", "drift", "stope", "leading stick", "blasting timber", "raise", "stoper", "liner", etc., etc., non pas à cause du fait que mon chef d'équipe ne parlait pas le fran-



çais, mais parce que tous les mineurs, Canadiens français dans une proportion de 95%, et incapables pour la plupart de parler anglais, ne se servaient que des termes anglais pour tout ce qui concernait le travail. En fait, la plupart auraient été totalement incapables de comprendre les termes français, si jamais ils avaient été utilisés. Dans les conversations concernant le travail, il en résultait un baragouinage complètement incompréhensible aux non-initiés et qui donnait lieu à des situations du plus haut comique lorsqu'il s'agissait d'initier un "nouveau". J'ai, pour ma part, apporté un "blasting timber" à mon "machine man" qui m'avait demandé d'aller lui chercher un "leading stick" en me disant qu'il s'agissait d'un morceau de bois d'environ 8 pieds de long, mais en omettant de me dire qu'il n'avait qu'environ 1¼ pouce de diamètre alors que le "blasting timber", comme dimensions, se compare à un dormant de chemin de fer! Parlez à quelqu'un du "man-way" qui "offset" toutes les deux "left". S'il est familier avec le langage courant dans les mines, il comprendra tout de suite qu'il s'agit d'un trou d'homme vertical qui, pour suivre la veine, qui, elle, est plus ou moins penchée, doit être déplacé de 6 pieds horizontalement pour chaque 16 pieds sur la verticale. J'ai bien peur qu'il faille encore pas mal de temps avant qu'on entende les mineurs parler du "trou d'homme à palier double tous les deux boisages" ... ce qui me semblerait rendre à peu près l'idée.

La même année fut formée l'Association des Employés de Normetal. Le premier président fut Bill Scott, un excellent garçon mais qui ne parlait pas un seul mot de français. Je souligne encore une fois que 95% des travailleurs étaient Canadiens français. Je fus élu secrétaire de l'Association. Il me fallait écrire les procès-verbaux dans les deux langues. La première fois, je le rédigeai en français et je me mis en devoir de traduire. Impossible! Alors j'eus recours à un truc qui, depuis, m'a souvent servi. Je le rédigeai en anglais, en faisant appel à tout ce que j'avais appris à l'école et au peu que

j'avais pu acquérir par la suite, et ensuite, je fis la "traduction" française. Je me servais du même truc pour les "bulletins" que je rédigeais à l'intention des membres. Mais cela n'était pas suffisant. Il y avait les rencontres avec la gérance où tout se déroulait en anglais. J'arrivais à peine à comprendre le sens général de la discussion. Quant à participer, il n'en était pas question. Je décidai qu'il fallait à tout prix que je me perfectionne en anglais. Armé d'un dictionnaire, je me mis à lire des journaux et des livres anglais. Au club, j'allais prendre ma bière avec les deux seuls anglais qui y étaient attablés. Je provoquais toutes les occasions imaginables de parler anglais ... Les règles de grammaire apprises à l'école aidant, les résultats furent remarquables. Au bout d'un an, je parlais et écrivais l'anglais assez couramment. Je devins "le gars instruit (1) dans les deux langues" ce qui me permit de rendre de nombreux services aux travailleurs et contribua pour beaucoup, je crois, à m'attirer leur confiance. Cela me valut aussi de devenir le secrétaire des corporations municipale et scolaire de Normetal. Je devins aussi le secrétaire fondateur du Syndicat coopératif de Normetal. J'étais, comme l'avait dit un jour le Curé, "le secrétaire de toutes les Commissions excepté la Commission des liqueurs" (qui n'existait pas à Normetal).

En 1951, après sept ans de syndicalisme de boutique, et à la suite d'un concours de circonstances qu'il serait trop long de relater ici, les travailleurs de Normetal décidaient d'opter pour le syndicalisme "international". En fait, pour moi comme pour les autres, il ne s'agissait pas d'opter pour le syndicalisme "international" comme tel. Nous n'avions jamais été satisfaits de notre association de boutique, les travailleurs de Noranda s'étaient joints aux "United Steelworkers of America, CIO", et nous voulions nous joindre à eux. Comme un grand nombre de mes camarades, je ne savais même pas ce que les lettres "C.I.O." voulaient dire. Elles évoquaient John L. Lewis et les luttes qu'il avait menées pour les mineurs de charbon, et cela nous semblait plus valable que notre petite Association.

Le responsable de l'organisation pour les "Steelworkers" dans le nord-ouest québécois était James Russell, un excellent garçon, syndicaliste honnête, mais qui était totalement incapable de prononcer un seul mot en français. La littérature qui nous était fournie et la correspondance avec l'Union était, il va sans dire, exclusivement en anglais. Les "bulletins" rédigés localement étaient "traduits" en français, mais dans la plupart des cas il s'agissait d'un français épouvantable, farci de fautes, quand il ne s'écartait pas complètement du texte anglais. Je soulevai le problème à plusieurs reprises avec Russell. Je fis un certain nombre de traductions, particulièrement les traductions de propositions pour conventions collectives à soumettre aux compagnies. (il faut dire que les négociations se poursuivaient exclusivement en anglais). Au mois de décembre 1951, Russell me demanda d'aller remplacer pour trois mois un organisateur canadien-français qui voulait aller passer quelque temps dans sa famille à Montréal. Quelques jours après son départ de Rouyn, cet organisateur fut frappé d'une crise cardiaque et mourut subitement. C'est ainsi que (faute de mieux à l'époque, probablement), je devins permanent ("staffman") au service des "Steelworkers". Comme tel, j'ai exercé mes activités dans le nord-ouest québécois, à Rouyn, Val d'Or et Malartic, dans la péninsule gaspésienne (Murdochville), sur la Côte Nord (Sept Îles et Havre St-Pierre), et à Montréal.

En toute honnêteté, je ne puis pas dire qu'aux débuts le problème de la langue se soit posé à moi, du moins au niveau des principes, dans mes activités au sein du syndicalisme international. Les mineurs avaient désespérément besoin d'organisation syndicale. Une organisation internationale était là qui nous offrait le moyen de nous syndiquer. Elle nous l'offrait en anglais? On traduirait, que diable! Depuis le temps qu'on se faisait manger la laine sur le dos et qu'il fallait traduire par-dessus le marché ... au moins avec le syndicalisme on btitrait un outil pour se défendre. Certains se demanderont peut-être pourquoi, à ce moment-là, nous n'avons pas opté pour

la CSN. D'abord, disons que dans ce temps-là, c'était la CTCC, soit la Confédération des travailleurs *catholiques* du Canada. J'ai déjà dit, aussi, que mes connaissances du mouvement ouvrier étaient, à ce moment-là, très limitées. Or, chez les vieux mineurs, ceux qui avaient voyagé un peu, il y avait une opposition catégorique aux "syndicats catholiques" comme on nommait la CTCC. Cela peut s'expliquer sans doute par le fait que cette Centrale venait tout juste de tourner le "cap" de la bataille de l'amiante, et que pour plusieurs de ceux qui l'avaient vue à l'oeuvre ailleurs, elle avait laissé un peu le souvenir d'un syndicalisme qui ressemblait un tantinet à du syndicalisme de boutique, alors qu'au sujet du C.I.O., on n'en connaissait pas plus, mais il y avait John L. Lewis et tout ce qu'il avait fait pour les mineurs de charbon... Et d'ailleurs, la CTCC n'était pas dans les parages, et l'Union internationale, elle, y était. Alors...

Au point de vue pratique, cependant, il y avait le problème de la traduction qui se posait, non seulement parce qu'il fallait transiger en anglais avec toutes les compagnies avec lesquelles nous faisons affaire, mais aussi parce que les communications avec notre Union, tant sur le plan régional que sur le plan canadien, se faisaient en anglais. Au point que, dans le temps, (je l'avoue sans fausse honte), je conseillais moi-même aux membres des syndicats locaux que je parvenais à mettre sur pied d'élire aux différents postes de dirigeants, de préférence, des travailleurs qui pouvaient au moins *comprendre l'anglais*.

Il faut dire que les dirigeants des "Steelworkers" canadiens et américains ont toujours été très bien disposés quant aux dépenses et aux "embêtements" que pouvait impliquer la "traduction" de leur conception du syndicalisme international et pan-canadien. Aux débuts, il fallait évidemment que nous fassions nous-mêmes la traduction des conventions collectives, de la littérature et du matériel d'éducation, le coût de l'impression étant défrayé par l'Union internationale. Puis, on embaucha un publicitaire-traducteur, ce qui eut pour résultat de nous don-

ner régulièrement deux pages françaises dans le journal mensuel "Steel Labor" et une revue bi-mensuelle bilingue (Information), la publication de la revue bilingue accusant toujours, par la force des choses, un retard de un ou deux mois, ou même plus, sur celle publiée en anglais. Les premiers congrès pan-canadiens auxquels j'ai assisté (congrès d'orientation des Métallos et "conventions" du Congrès canadien du Travail) se déroulaient exclusivement en anglais. Un membre, qui ne comprenait pas l'anglais, ne cherchait même pas à y être délégué. Je crois que notre Union fut la première à utiliser la traduction simultanée. Cette pratique fut ensuite adoptée par le CCT et par d'autres organisations syndicales. La traduction simultanée est maintenant presque "de rigueur" dans tous les congrès ouvriers de caractère pan-canadien. Au début, évidemment, c'était une traduction simultanée qui supposait une espèce de ségrégation: dans une immense salle de congrès, il y avait quelques rangées de tables pourvues d'écouteurs. On conseillait aux délégués de langue française de se servir de ces écouteurs afin de pouvoir *comprendre* ce qui se passait *en anglais!* Il a suffi qu'un certain nombre d'entre nous y allions de quelques interventions en français et que nous retournions à nos places *sans traduire* pour convaincre Messieurs les Anglais qu'eux aussi, ils avaient besoin d'écouteurs.

Un autre épisode dans la lutte pour "québécoiser" notre section de l'Union internationale fut l'obtention, pour le Québec, du statut de district distinct (le district 5) au sein de l'Union internationale. Plus de 40 syndicats locaux avaient demandé la formation d'un tel district. Québec, à ce moment-là, faisait partie d'un district qui englobait aussi le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, Terre-Neuve et l'Ile-du-Prince-Edouard. Le bureau du district était établi à Sydney, en Nouvelle-Ecosse. Nous sommes, à ma connaissance, la seule union internationale à posséder un district distinct pour le Québec avec un directeur élu par les membres du Québec. Le directeur actuel est M. Pat Burke.

Je passe sous silence ce qui s'est fait au niveau des centrales (sur le plan du Québec et sur le plan canadien). En dix ans, je crois que c'est appréciable. Je crois que nous avons dépassé la phase de la "traduction" et que nous sommes résolument engagés dans une phase nouvelle: celle d'un syndicalisme québécois, pensé par des québécois, en fonction du Québec, et apportant une contribution autonome et dynamique à l'essor du syndicalisme pan-canadien et international. Cela nous donne lieu à des accrochages inévitables, mais nous marquons des points. J'irais même jusqu'à dire que certains syndicalistes important du Canada anglais commencent à entrevoir les avantages possibles d'un syndicalisme vraiment québécois au sein du mouvement syndical pan-canadien et international. Et je dirais aussi que les oppositions (et il serait puéril de nier qu'il en existe) se rencontrent beaucoup plus sur le plan canadien que sur le plan international. C'est pourquoi je n'ai jamais pu comprendre ceux qui, d'un côté, s'élèvent contre le syndicalisme international en le rendant responsable de tous les maux d'Israël (obstacle à un programme de planification, etc.), et qui, de l'autre côté, prêchent un syndicalisme pan-canadien sans y mettre certaines réserves. C'est, à mon avis, ramer contre le courant de l'histoire qui est à s'écrire dans le Québec.

Je passe aussi sous silence les luttes pour l'acceptation du français par les compagnies américaines et torontoises. On n'a qu'à ouvrir les journaux pour voir ce qui se passe *présentement* à Atlas Steel, dont l'un des hauts dirigeants siège au Conseil *canadien* d'orientation économique, et qui *refuse* à ses travailleurs de Sorel, la signature d'une convention collective de travail officielle *dans les deux langues*. Il n'y a aucun doute qu'encore, en 1964, pour gagner sa vie et pour "aller quelque part" dans la Belle Province, il est de beaucoup préférable de savoir parler anglais. Mais ce qu'il y a de changé, c'est que les syndicats, *même les syndicats internationaux*, sont maintenant dans la bataille.

Je passe enfin sous silence toutes mes aventures dans le domaine politique. Je me laisserai peut-être aller à écrire un

article à ce sujet, un de ces jours. Là aussi nous avons fait du progrès. Là aussi, cependant, il reste beaucoup à faire.

Quel rôle ai-je joué dans tout cela? Je ne me fais pas d'illusion... j'ai, plus souvent qu'autrement, suivi le courant, me contentant d'essayer de le diriger et de l'accentuer de temps à autre. Avec d'autres (plusieurs autres), j'ai "gueulé", à temps et à contretemps. Plutôt à contretemps, si j'en crois certains de mes amis. Puis, souvent, j'ai accepté des compromis, pour me lancer de nouveau à l'attaque dans l'espoir d'arracher d'autres "concessions". Depuis quelque temps, je suis devenu un peu plus "irréductible" pour ce qui a trait à certains principes de base que je considère essentiels. Pour certains de mes amis anglophones (et, il faut bien le dire, pour certains de mes camarades canadiens-français aussi), je suis un séparatiste (presque!): un nationaliste indépendantiste intransigeant incapable d'en arriver à des compromis "acceptables" alors qu'ILS font tout leur possible pour NOUS "comprendre" et faire des "concessions". Pour d'autres, je suis un "traître" (voir *Parti Pris* de mars 1964) parce que je refuse d'envisager *comme point de départ* la nécessité de l'indépendance totale et absolue du Québec. Je crois que je ne suis ni l'un ni l'autre. Peut-être un peu à cause de mes origines acadiennes, je "considère encore la Confédération canadienne comme étant le cadre le plus propice à l'épanouissement de la nation canadienne-française, à condition d'être réaménagée dans sa constitution et dans son fonctionnement". Par ailleurs, je crois que "le droit d'une nation à l'auto-détermination est un droit démocratique universellement reconnu" et j'ai la conviction que, d'un bout à l'autre du Canada, les Canadiens français en sont venus "à considérer de plus en plus l'Etat provincial du Québec comme la *consécration juridique et l'expression politique* de leur fait national". (Les passages entre guillemets sont tirés d'une résolution adoptée par la Fédération des travailleurs du Québec à son congrès de novembre 1961). Ayant accepté cela comme credo, je prends les positions qui me semblent s'imposer logiquement. Inévitablement, je tâtonne, je fais des erreurs,

mais j'essaie de me diriger toujours à peu près dans la même direction.

A mon humble avis, nous sommes un peuple "colonisé", mais nous ne le sommes pas tellement plus que le reste du Canada. Ce n'est pas tellement la colonisation culturelle (?) des "drapeaux" et de la "visite de la Reine" qui m'inquiète, mais la colonisation économique qui va s'accroissant, année après année, et pas seulement dans le Québec. Je ne puis pas accepter, par exemple, la possession d'un empire minier par la famille Beauchemin comme une étape vers la "décolonisation". Et la visite de la Reine, comme souveraine d'un pays étranger, me "fatigue" bien moins que la vacherie (inévitabile pour le moment peut-être, mais vacherie quand même) de la "bénédiction" par Lesage d'une raffinerie de zinc à Valleyfield qui appartient à l'empire Noranda et qui devait NOUS appartenir.

Je crois simplement que la nation canadienne-française, avec sa "présence concentrée à l'intérieur du Québec" (FTQ), doit jouer son rôle d'une façon *adulte* dans la décolonisation économique de notre pays. Et je crois que ce rôle, elle doit le jouer sur tous les plans: sur le plan économique, sur le plan politique, sur le plan culturel et *sur le plan syndical*. Avec Claude Ryan (Le Devoir, 30 mars 1964) je crois que "la preuve est faite qu'on ne saurait édifier un pays comme le nôtre" (une culture, un régime économique de bien commun, un syndicalisme) "à coup de normes imposées" de l'extérieur. Et je termine en paraphrasant Ryan: "Il reste à essayer une fois pour toutes l'autre méthode: celle de la coopération loyale entre les deux nations souveraines."

Emile BOUDREAU